



Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOUËL, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Pascal KRZYZANSKI, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Renaud CALVAT, Audrey LLEDO, Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Julie FRÊCHE, Clare HART, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT.

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Projet de schéma départemental pour l'accueil et l'habitat des Gens du voyage 2018-2024 - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Le schéma départemental pour l'accueil des Gens du voyage de l'Hérault, arrêté le 3 janvier 2012 pour une durée de 6 ans, est arrivé à son terme début 2018.

Pour rappel, la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des Gens du voyage prévoit l'élaboration et l'approbation, conjointement par le Préfet et le Président du Conseil Départemental, après consultation des collectivités locales et des associations représentant les Gens du voyage, d'un schéma d'accueil des Gens du voyage, dans chaque Département, et l'obligation pour les communes de plus de 5 000 habitants de réaliser les aires d'accueil prévues par ce schéma. Le schéma évalue leurs besoins, définit des actions sociales et détermine les lieux d'implantation des structures d'accueil.

Par ailleurs, l'évolution constante des besoins des voyageurs et du cadre législatif applicable a créé un nouvel environnement réinterrogeant la politique d'accueil des Gens du voyage.

Les lois du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM), et du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ont organisé le transfert de la compétence « *aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des Gens du voyage* », qui relève dorénavant obligatoirement des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), et non plus des communes. Ainsi, les EPCI compétents sont aujourd'hui directement associés à l'élaboration du schéma et sont membres de la Commission consultative départementale des Gens du voyage.

La loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté prévoit l'élargissement des schémas départementaux aux questions d'habitat mixte (terrains familiaux ou habitat adapté).

En outre, la loi n°69-3 du 3 janvier 1969 relative au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe et des dispositions relatives aux titres de circulation (livrets de circulation et livrets spéciaux de circulation) et à la commune de rattachement, ont été abrogées, avec application immédiate s'agissant du statut administratif des Gens du voyage.

Dans ce contexte, l'Etat, en lien avec le Département, a engagé l'établissement d'un nouveau schéma pour la période 2018-2024 (comité de pilotage de lancement en février 2017), dont la méthodologie a reposé sur une évaluation des interventions menées dans le cadre du schéma en cours, une évaluation des besoins des Gens du voyage sur le Département et une définition des enjeux et actions à mettre en œuvre.

Le projet de schéma départemental pour l'accueil et l'habitat des Gens du voyage 2018-2024 a été présenté lors d'un comité de pilotage le 20 mars 2018 et a fait l'objet d'un vote favorable des membres de la commission consultative départemental des Gens du voyage.

Au regard des conclusions du diagnostic, le futur schéma 2018-2024 proposé s'organise selon cinq lignes directrices :

- le maintien de la volumétrie globale en termes d'aires d'accueil et de grand passage par rapport au précédent schéma ;
- le remplacement de certaines obligations d'aires d'accueil non réalisées par des obligations de terrains familiaux ou d'habitat adapté ;
- l'affirmation que la localisation des aires procède d'abord du choix des EPCI compétents ;
- l'exigence d'un projet social adossé à tous les équipements et sa mise en œuvre ;
- l'organisation d'une médiation dans l'orientation et la gestion des groupes à l'échelle de chaque (ou plusieurs) EPCI, en lien avec la médiation départementale.

Ces grandes orientations sont pour l'essentiel en pleine adéquation avec les principes définis par Montpellier Méditerranée Métropole après transfert de la compétence dans sa feuille de route, validée en mai 2016 en Conférence des Maires en présence de Monsieur le Préfet, voire ont pu être inspirées par celle-ci.

Ainsi, les obligations en places d'accueil permanentes, de grands passages et en habitats adaptés à disposer sur l'ensemble du territoire de la Métropole sont les suivantes :

AA réalisées	AGP réalisées	TF/HA à réaliser	Obligations AA	Obligations AGP
> 80 places	> 150 places	> 24 places TF existantes à convertir en HA (12)	> 220 places	> 680 places
AA à réaliser	AGP à réaliser			
> 140 places	> 530 places			

AA (Aire d'Accueil) – AGP (Aire de Grand Passage) – TF (Terrains Familiaux) – HA (Habitat Adapté)

La mise en réseau des aires existantes ou restant encore à réaliser sur le territoire métropolitain et leur gestion dynamique en régie permettra une action approfondie en direction des publics ne se limitant pas à un simple accueil.

Conformément à la loi du 5 juillet 2000, les collectivités locales concernées doivent faire part de leur avis sous trois mois sur le projet de schéma départemental proposé, avant qu'il ne soit définitivement arrêté par le Préfet et le Président du Conseil départemental.

La Métropole adhère ainsi pleinement à l'approche proposée par le futur schéma, qui met l'accompagnement social au centre du dispositif d'accueil et promeut la qualité du projet social, celui-ci revêtant un caractère obligatoire. Cet accompagnement est le garant du bon fonctionnement des équipements et du maintien d'un climat serein sur les aires d'accueil.

Le projet social déployé depuis l'aire permanente d'accueil vise au premier chef à favoriser l'accès au droit commun du public concerné. Les voyageurs sont en effet doublement empêchés dans leur accès au droit commun. Ils le sont du fait de leur itinérance, les services étant d'abord pensés pour des populations sédentaires. Ils l'ont été également, par l'existence des titres de circulation qui a installé un frein à l'exercice de la pleine citoyenneté de ses populations, avec un risque avéré de non-recours aux droits ouverts. Avec l'abrogation de ces titres jugés discriminatoires les voyageurs dépendent de la procédure administrative dite de domiciliation des personnes sans domicile stable où qu'elle soit assurée (sur l'aire d'accueil, auprès d'un CCAS ou d'une association conventionnée).

Ce double principe directeur (accès au droit commun et domiciliation), réaffirmé dans le nouveau schéma, est posé comme une condition de la réussite de l'accompagnement nécessitant la présence d'un travailleur social sur l'aire d'accueil. La domiciliation, lorsqu'elle est proposée sur une aire permanente d'accueil, constitue un service additionnel. Elle doit être encouragée car elle participe de l'accompagnement de la mobilité, comme c'est le cas de longue date sur l'aire d'accueil de Bionne.

La prise en compte, par Montpellier Méditerranée Métropole, aussi bien des terrains familiaux que de la nécessité d'un accompagnement social centralisé (Centre Social projeté) et hors murs (aire d'accueil), dès la prise de compétence, la place d'ores et déjà sur une trajectoire favorable par rapport aux préconisations du nouveau schéma.

Toutefois, un point dans les dispositions prévues au projet de schéma appelle des observations. La prescription d'une médiation dans l'orientation et la gestion des grands groupes de voyageurs à l'échelle de chaque (ou plusieurs) EPCI, en lien avec la médiation départementale sous-entend l'organisation à l'avenir d'une médiation à deux niveaux : locale (EPCI) et départementale

Montpellier Méditerranée Métropole est favorable à une seule mission départementale, plus économe des deniers publics, qui doit permettre de gérer sur un territoire plus vaste que la seule Métropole les mouvements possibles ou envisagés. **A tout le moins, l'articulation médiation départementale/médiation locale mériterait d'être précisée.**

On rappellera que la médiation qui fait appel à la négociation constitue une mission distincte de la gestion des aires et de leurs équipements qui nécessite fermeté et autorité dans la mesure du possible.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable sur le projet de schéma départemental pour l'accueil et pour l'habitat des Gens du voyage 2018-2024 soumis par l'État, sous réserve de la prise en compte des observations formulées sur le confortement de la médiation départementale actuellement en place dans l'Hérault ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-55411-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.